L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT, ET DU GOUVERNEMENT-GENERAL.

PAR BULLITT, MAGNE & Cie.
No. 81, Rue Chartres.

JOURNAL QUOTIDIEN.....$12
30 " TROIS MOIS.....$6
TROIS MOIS, PAYABLE D'AVANCE.....$10 / *payable d'avance*

NOUVELLE-ORLEANS:
MARDI MATIN, 7 SEPTEMBRE 1841.

POUR GOUVERNEUR :

HENRY JOHNSON.

Les efforts inouis que fait le parti de l'ancienne administration pour repousser le bill pour voyant au paiement des dettes du département des postes nous étonnerait si quelque acte de ce parti pouvait nous étonner.

Il abuse l'administration des postes est une branche du gouvernement général et il s'ensuit que ses dettes, lorsqu'il en contracte, sont en réalité les dettes du gouvernement, comme ses bénéfices, lorsqu'il y en a appartiennent au gouvernement. De ce que le Département des postes tient une comptabilité séparée laquelle ne figure pas au budget, il ne s'ensuit point qu'il soit étranger au gouvernement ; car un mode quelconque de comptabilité ne saurait changer rien à la nature des choses.

Ensuite il a été prouvé que le département des Postes a payé antérieurement au trésor fédéral plus d'un million résultant clore de ses excédents de recettes sur ses dépenses. Or, comment pourrait-on prétendre accaparer les bénéfices sans participer aux pertes ? Ainsi en supposant que le département des postes (dépendant du gouvernement et n'existant que par lui) ne fût pas être considéré comme faisant partie de l'administration générale de l'Union, supposition parfaitement absurde, les dettes du département des postes n'en devraient pas moins être payées par le trésor public puisqu'il a une autre époque certaine à reçu plus du double de la somme réclamée de ce même département et que ce qui aurait été trop d'une corporation étrangère lui serait encore dû à titre de restitution.

Mais ce n'est pas tout. Les dettes du département des postes qu'il s'agit de payer maintenant ont été contractées pendant que nos adversaires avaient la direction de ce département, sous l'ancienne administration ou d'autres termes cette dette a été contractée par eux et ils refusent de la payer !

Lorsque l'administration actuelle est arrivée au pouvoir elle a trouvé un déficit énorme dans les finances en général et un déficit d'un demi million, environ, dans le département des postes en particulier. Que ce déficit des Postes, le seul dont nous nous occupons maintenant, ait été créé par M. Amos Kendall ou par M. Niles cela nous importe peu, mais il l'a été évidemment sous les deux dernières administrations puisque son existence a été constatée le 4 mars dernier.

Ainsi les vanneaux, après avoir contracté des dettes pendant qu'ils étaient au pouvoir, s'opposent maintenant de toutes leurs forces au payement de ces dettes ! Vainement les individus chargés par eux du transport de la malle viennent leur dire : "Nous voilà dépouillés par vous et nous vous avons fait crédit ; c'est donc bien le moins du monde que vous acquittiez nos réclamations dont votre connaissez la justesse aujourd'hui vos successeurs ; ils répondent tout simplement nous ne voulons pas qu'on vous paie.

Cependant on commencera par payer, quand on doit, n'est qu'un acte de rigoureuse justice et qu'il y a d'autant plus d'inconvenance à s'y refuser qu'on ne conteste pas la légitimité de la dette qu'on a soumise contractée, et qu'on a les moyens de l'acquitter.

Tout cela, on en conviendra, est tellement étrange qu'il faut nécessairement qu'il y ait une tactique de parti la dessous ou ce qui est pis absurde gratuitement.

Est-ce que par hasard les vanneaux voudraient maintenir le département des postes endetté afin d'entraver le service, dans le but de prouver que la nouvelle administration ne fait pas mieux que l'ancienne ? Le plan ne serait pas absolument mauvais ; car on ne peut pas décemment destituer les *contracteurs*, bien qu'ils ne fassent pas merveilleusement leur service, tant qu'on est leur débiteur. D'un autre côté on ne doit pas s'imposer de se charger d'un service lorsqu'on n'est pas sûr de la ponctualité des paiements. En un mot, comme ceux qui paient mal sont toujours les plus mal servis tout en payant fort cher, nos adversaires auraient voulu placer le département des postes dans cette catégorie afin de le dépopulariser. C'est donc à cette supposition que nous nous en tiendrons jusqu'à plus ample informé.

FU EVERETT. Les journaux du Nord plaident fort sérieusement la cause M Everett ; ils prétendent que les sénateurs whigs du Sud ont grand tort de combattre sa nomination au poste de ministre résident en Angleterre. "On a pas le droit, dit entre autres, l'*Advocate* de New York, d'aller scruter l'opinion privée d'un homme et les seules questions qu'on puisse se poser à l'égard de M Everett sont celles ci : Est il honnête ? Est il capable ? Est il fidèle à la Constitution ? " et si les réponses sont affirmatives, le Sénat n'a point le droit de rejeter sa nomination." Nous concevons fort bien que nos confrères du Nord fassent aussi bon marché de l'accusation qui pèse sur M Everett : le Nord n'a rien à craindre des tendances abolitionnistes que peut avoir le ministre de l'Union en Angleterre, mais en est-il de même du Sud ? Nos assureurs et les actionnaires qui combattent en ce moment la nomination de M. Everett, se montrent fidèles au mandat constitutionnel qu'ils ont reçu. N'est-il pas en effet de la plus haute importance que le citoyen qui est appelé à nous représenter à l'étranger, soit non pas l'homme d'un parti des Etats-Unis, mais l'homme de l'Union toute entière ? Or M Everett ne peut l'être, si M Everett est le moins du monde entaché d'abolitionnisme, fut-il d'ailleurs le plus remarquable des hommes d'état et le plus habile des diplomates.

BUREAU DE SANTÉ.

De samedi à midi jusqu'à lundi à midi, il y a eu 69 décès, dont 38 de fièvre jaune.

HOPITAL DE CHARITÉ.

Mouvements de l'hôpital de charité pendant la journée d'hier (24 heures)

Admissions	18	dont 13 de fièvre jaune.	
Sorties	16	" 9	du
Morts	10	" 7	du

A une élection des marguilliers de l'Eglise St. Louis qui a eu lieu hier, les personnes dont les noms suivent ont été élues pour l'année suivante

Joseph Grima,	436 voix
P. E. Trouo,	405
P O Nesbaud,	395
Horatio Davis,	360

VOL.—William, secrétaire de M J. Viot, a comparu hier devant le recorder Bertus, sous la prévention d'avoir volé, samedi dernier, une malle contenant des effets à usage et environ $300 en argent ou billets appartenant à Narcisse Rieva dans la remarque de ce dernier, rue St. Pierre Il doit être examiné de nouveau

---

INTERIEUR.

CONGRES.

Séance du 28 août.

LE SENAT continue la discussion du Bill sur les fortifications le débat porte principalement sur deux amendements dont l'un propose l'établissement d'un arsenal sur le Detroit et l'autre une étude exacte des côtes marchandises de l'Union. Ces deux amendements, malgré leur importance, n'auraient été rejetés par la Chambre.

La CHAMBRE DES REPRESENTANS s'occupe du Bill pour assurer le payement des indemnités stipulées par le Traité récent conclus avec le Mexique. *Différentes* objections sont présentées contre ce bill: on soutient qu'aucune indemnité ne devrait être payée avant que la commission nommée à cet effet ait fait un relevé de toutes les réclamations, on prétend aussi que le bill dans sa rédaction actuelle rend le gouvernement de l'Union responsable du jugement des indemnités et l'on demande en conséquence le rejet. Le rejet est refusé ; mais la rédaction du bill est modifiée de manière à mettre à couvert la responsabilité du gouvernement général Le secrétaire de la trésorerie émettra simplement des certificats d'indemnités sur la vû jusqu'à ce que le gouvernement mexicain ait payé. Le bill est en suite adopté. La Chambre s'ajourne de bonne heure.

La correspondance du Whig de Richmond enregistre les bruits qui courraient à Washington dans les dernières jours d'août :

"Je n'ai pas de bonnes nouvelles à vous donner aujourd'hui. L'horizon politique se rembrunit de toutes parts On n'a plus de doute sur la décision que le Président prendra à l'égard du nouveau bill de banque tout le monde sait ce qu'il y mettra son veto. On assure aussi que le cabinet actuel sera dissous, et l'on se demande déjà quels sont les hommes qui entreront aux affaires On ne sait rien de certain sur ce sujet ; on sait seulement que le Président est en correspondance avec plusieurs personnages pour la recomposition du cabinet. Voilà tout ce qu'il y a d'authentique ; mais les on dit ne manquent pas ; je vous en transmettrai quelques-uns que vous prendrez pour ce qu'ils sont.

"Il est certain d'ailleurs que si Angleterre comme ministre des Etats-Unis on ne peut pas compter sur M. Webster. — La charge du secrétaire d'Etat sera offerte à M. Tazewell de la Virginie, et s'il n'accepte pas, elle reviendra au juge Upshur.—On demandera au Maine ou au Massachusetts un autre membre du Cabinet, et l'on parle de nommer entre M M. John Davis, Osborn Cook, O. J. Wood et Levi Lincoln.— Les Etats du centre auront représentés dans la nouvelle ordre par John M. Clayton du Delaware, Thomas Blanchard ou Walter Forward.—Pour les Etats du Sud, on parle de Legare de la Caroline du Sud, McDuffie, G. E. Gilmer et l'ex-ministre King de la Georgie.—L'Ouest sera satisfait par le choix de Ch. Wickliffe du Kentucky, Edw. Whitesmay de l'Ohio, James K. Polk du Tennessee. Or ce dit pas encore positivement quelle sera entre ces différens citoyens la distribution des départemens.

"On croit volontiers que le Cabinet sera fait à la Convention, et les adhérens sont, à ce qu'il paraît, dirigées dans cette vue. Rien ne pourra ne plus satisfait qu'il ne se prononcera pas dans le sens voulu M. Clay.

"On assure que le Président de son côté qu'il est frappé d'une sorte de pusillanimité ! Ce plaint que les whigs veulent l'abandonner pour une différence d'opinion sur une seule question ; et au moment même où il proffre cette plainte, il est sur le point de mettre son Cabinet qui est à été légué par son prédécesseur parce que les membres de ce Cabinet ne sont pas d'accord avec lui sur la même question."

La correspondance du Courrier de Charleston auquel nous empruntons ce rapide aperçu de la séance du 28 août, ajoute :

"Le bill de la corporation fiscale est toujours soumis au comité spécial qui s'est déjà réuni plusieurs fois pour l'examiner. Le rapport sera fait sans doute dans deux ou trois jours ; mais les whigs semblent d'instant en instant moins disposés à l'adopter à cette session. Une réunion des sénateurs whigs a eu lieu à ce sujet et l'on n'a pris aucune détermination. Cent d'entre ces sénateurs que ne sont opposés au projet de M. Clay, se prononcent également contre l'adoption du nouveau bill : ils pensent qu'il ne serait pas sanctionné par l'Exécutif et qu'un nouveau véto causerait dans le parti de nouvelles dissensions. On croit en général que l'on se décidera à le déposer indéfiniment sur le bureau Le sort de ce bill sera fixé, la session sera bien vite close.

DU VETO.—Jusqu'à ce jour cinq Présidents des Etats-Unis ont eu recours au veto : Washington deux fois, Madison quatre fois, Monroe une seule fois, le général Jackson cinq fois : enfin M. Tyler qui n'est en fonction que depuis cinq mois, une fois ; mais il commence de si bonne heure qu'il pourrait bien n'en pas rester là.

MCLEOD ET L'ISLANDE.—La correspondant irlandais du *Morning Post* de Boston renferme le paragraphe ci-joint :

"La décision de la Cour Suprême de New-York, dans l'affaire de McLeod a causé en Irlande la plus vive satisfaction. La formule que le juge Cowan a mise dans l'exposé de l'opinion de la Cour, a pleinement répondu à l'idée que nous nous formons des citoyens de la république. L'Angleterre a enfin rencontré un peuple qui a la volonté et le pouvoir de lui résister et d'accueillir avec mépris ses menaces. Que va-t-elle faire maintenant ? Il faudra bien qu'elle supporte l'affront qu'elle a reçu comme une juste récompense de son insolente conduite."

GENERAL SCOTT.—Le *Sun* de New-York annonce que le général Scott est parti pour les frontières du Canada où l'on craint quelque désordre.

ARGENT DES ETATS-UNIS.—La *Gazette des Etats-Unis* annonce que dans les derniers jours d'août a eu lieu à la monnaie de Philadelphie, le premier dépôt d'argent provenant d'une mine de l'Union. Cette mine est située dans le Caroline du Nord, comté de Davidson, et l'on pense qu'elle sera très productive. L'essai qu'on en a fait, prouve que le minerai renferme 973 millièmes d'argent et 8 millièmes d'or.

BANQUE CLINTON.—Le *Courrier* de New-York, annonce que la banque Clinton qui est mise en mouvement par le système d'Ericson, vient d'être frétée par l'gouvernement pour opérer, de concert avec le brick *Consort*, le relèvement des côtes de l'Union. Ces deux batiments doivent mettre en mer sous peu de jours.

DESARTION DE L'EAU.—Le continue à rejeter le cadavre des malheureux qui ont péri dans l'incendie de l'Erie ; chaque jour on en recherche de nouveaux. Il est probable qu'on ne retrouvera guères d'Allemands la plupart de ces infortunées avaient des espèces en assez grande quantité cousues dans leurs vêtemens et le poids de ces espèces les empêchera de remonter à la surface de l'eau.

RHODE ISLAND.—On lit dans le *Journal de Providence* : "Le comité exécutif de l'Association du suffrage" dans le Rhode Island vient de publier un appel pour la réunion de la convention qui doit rédiger une constitution. Or a l'intention, à ce qu'il paraît, de présenter cette constitution à l'Assemblée générale qui entre en session au mois d'octobre et d'en demander l'adoption comme loi suprême de l'Etat."

FENIMORE COOPER publie en ce moment un nouveau roman intitulé : *Le Tueur de Chevreuils*, qui sans doute rappellera les meilleures compositions de l'auteur du *Dernier des Mohicans* et du *Corsaire Rouge*. Nous en rendrons compte aussitôt qu'il nous sera parvenu

---

NEW-YORK.—Nous avons mentionné hier le duel qui a eu lieu à New York entre MM. Haywood et Belmont, et la qualité d'agent de la maison Rothshild que nous donnions à ce dernier, à pu faire croire qu'il s'agissait dans cette rencontre de quelqu'affaire d'intérêt ; il n'en est rien. Il s'agissait tout bonnement d'une affaire de cœur M Haywood et M. Belmont selon quelques rapports avaient tous les deux la prétention d'avoir été distinguées par la belle Miss C. et ils ont voulu vider la question à coups de pistolet. D'autres prétendent que M. Belmont s'était permis quelques propos qui compromettaient la réputation de Miss C. et M. Haywood se serait constitué le champion de la belle insultée, en appliquant tout d'abord à M. Belmont un démenti et un soufflet. On se rappelle que ce dernier a été blessé.

ENCORE LE SAVIER A VIPERE PRESIDENT.—Le *National Gazette* de Philadelphie publie une lettre insérée dans le *Times* de St. Thomas, Barbadoes. Cette lettre aurait été, selon ce dernier journal, trouvée dans une bouteille, portée à la mer par 53.30' de latitude et 47.33 de longitude, et elle serait de l'un des passagers du *President* qui l'aurait écrite le 17 mars dernier, au moment où ce malheureux bâtiment était engagé au milieu des glaces et prêt à périr. Toute cette histoire a pas grand caractère d'authenticité.

(Pour l'Abeille.)

METEOROLOGIE.

Température de l'atmosphère, des sources des lacs et des mers.

J'ai déjà mis sous les yeux du lecteur de l'Abeille, quelques réflexions sur l'état du globe en sa partie température qui doit régner à différentes profondeurs, j'ai rappelé dans un article publié en mai, les lois de calorique et celles du refroidissement ; il me sera pas sans intérêt, je pense, de parcourir aujourd'hui les différentes régions de l'atmosphère pour en noter les variations de température ; nous redescendrons ensuite dans les entrailles de la terre pour y chercher la cause de la chaleur des sources dites thermales. Les lacs les rivières et les mers occuperont la dernière partie de cet article, que je terminerai pa. un résumé de tout ce que j'ai publié sur la température depuis le mois de février de l'année courante.

Tout le monde sait que la température de l'atmosphère change avec les saisons et qu'elle est, à peu près, en raison directe de son plus ou moins d'éloignement du soleil ; j'ai déjà démontré que la terre reçoit de sa chaleur soit le soleil et nullement de son centre. On sait aussi que l'intensité des rayons de calorique est en raison inverse du carré des distances du corps chauffé au centre d'émission. On pourra déduire conclure tout d'abord, l'un de ces deux principes, que la température sera d'autant plus chaude qu'elle sera plus éloignée de la terre, puisque, dit-on, dans ce cas, beaucoup plus rapprochée du soleil. Si nous nous nous parcourons les nombreuses observations auxquelles a donné lieu ce point de la philosophie naturelle, nous trouverons partout le contraire et bientôt nous chercherons un autre principe pour nous rendre raison de l'état thermométrique de notre atmosphère

Sachons, en effet, M. Gay-Lussac dans ses ascensions aérostatiques et nous verrons qu'à Paris, la température atteint de 30° 80 centigrades, le thermomètre de l'air était réduit de 0° 80 centigrades, le thermomètre de l'air était réduit de 0° 80 centigrades, le thermomètre de l'air était réduit de 0